



## NETTE REPRISE DE L'ACTIVITÉ INDUSTRIELLE AU 1<sup>er</sup> TRIMESTRE 2007

**En Franche-Comté, la production a marqué des signes forts de reprise dans l'industrie. Seuls les biens de consommation n'en ont pas bénéficié. Les mises en chantier de logements diminuent, tandis que le dynamisme des travaux publics persiste. L'emploi progresse de 0,4% sur un an. De mai 2006 à mai 2007, le nombre de demandeurs d'emploi recule plus vite dans la région qu'au niveau national.**

**Après** une année 2006 contrastée, l'industrie franc-comtoise bénéficie d'une demande mieux orientée.

La demande intérieure est plus soutenue, tandis que la demande étrangère adressée aux entreprises comtoises reste dynamique. Quant aux stocks, ils sont en repli au premier trimestre, ce qui laisse envisager une poursuite de la crois-

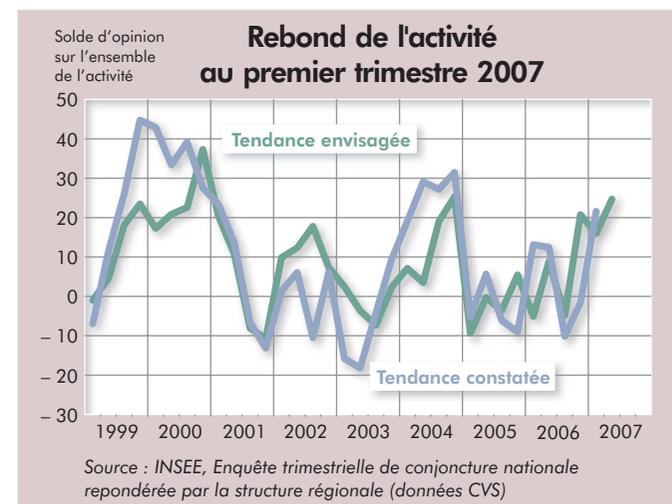
sance de l'activité dans les prochains mois. Les exportations de produits manufacturés progressent de 1,9% au 1<sup>er</sup> trimestre 2007 pour atteindre 2,42 milliards d'euros, revenant ainsi à leur niveau de début 2004. Cette hausse est à mettre au compte du dynamisme des expor-

**Des exportations dynamiques au 1<sup>er</sup> trimestre 2007**

tations de produits de l'industrie automobile et des industries de biens intermédiaires. Les exportations de biens d'équipements et de biens de consommation restent stables. Les échanges se sont surtout intensifiés avec les pays du continent européen. Sur un an, la Franche-Comté a exporté pour 9,1 milliards d'euros, soit 2,4% du total des

exportations nationales. 30% des exportations sont le fait des produits de la construc-

tion automobile et 14% des équipements pour l'automobile. La Franche-Comté assure 17%



## Zone euro : la consommation prend le relais

L'économie mondiale a continué de croître à un rythme soutenu début 2007. Le ralentissement américain, plus fort qu'anticipé, n'a pas entamé le dynamisme du reste du monde. La hausse de TVA en Allemagne a eu un impact négatif, supérieur à celui attendu, sur la consommation des ménages en début d'année, mais l'investissement des entreprises a pris le relais.

L'amélioration du climat conjoncturel aux États-Unis et les premiers signes de stabilisation du marché immobilier plaident pour une réaccélération graduelle de l'économie américaine. La zone euro, toujours portée par des besoins importants en investissement, devrait bénéficier en outre d'une consommation en accélération. Les créations d'emplois continueraient d'alimenter le revenu des ménages, et les hausses de salaires se renforceraient, surtout en Allemagne, où la forte baisse du chômage permet enfin aux salaires de redécoller. Cette hausse des salaires est bénéfique à ses partenaires de la zone euro car elle soutient la demande interne allemande et devrait enrayer l'amélioration de la compétitivité allemande au détriment de ses partenaires européens.

Dans ce contexte international toujours porteur, la performance de l'économie française a été décevante en début d'année. Les exportations vont mieux et l'investissement des entreprises a accéléré, mais c'est cette fois la consommation des ménages qui a faibli. Cette faiblesse de la consommation devrait n'être que passagère, grâce à une hausse substantielle de leur pouvoir d'achat. 300 000 emplois seraient créés sur l'année, les salaires resteraient dynamiques et l'inflation modérée.

L'investissement des entreprises devrait rester soutenu. Le commerce extérieur amputerait à nouveau la croissance, du fait de la hausse de la demande des ménages et de l'appréciation de l'euro depuis le début d'année. Au total, le PIB accélérerait quelque peu à partir du printemps et sa croissance atteindrait +0,7% par trimestre au second semestre, revenant au niveau de la zone euro. En moyenne sur l'année, la croissance du PIB (+2,1%) serait toutefois du même ordre qu'en 2006 et l'écart avec nos partenaires européens persisterait.

D'après la note de conjoncture de juin 2007

des exportations françaises de matériel optique, photographique et d'horlogerie et 9% de celles d'équipements mécaniques.

Les importations reculent de 2,2% par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2007 à un peu plus de 1,2 milliard d'euros, le taux de

couverture des importations par les exportations s'établissant à 194% contre 175% en moyenne en 2006 (1).

Au premier trimestre, l'activité reste dynamique dans les industries de biens d'équipements pour répondre à des carnets bien garnis. La demande étrangère est forte dans ce secteur, notamment dans le domaine des turbines, mais également dans le ferroviaire. La SNCF a confirmé une impor-

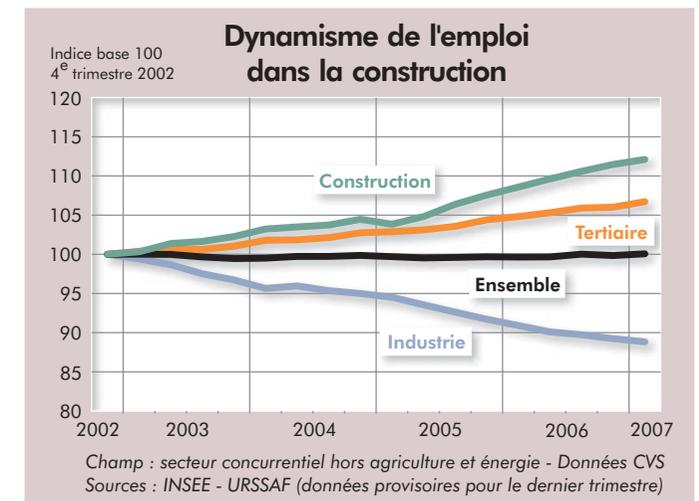
tante commande de TGV, dont une partie est fabriquée sur les sites de Belfort et d'Ornans. La visibilité reste bonne pour les prochains trimestres, ce qui devrait permettre à la croissance de rester soutenue dans ce secteur.

Dans l'automobile, l'activité avait fortement reculé en 2006, malgré le dynamisme des exportations de biens d'équipements automobiles. Le début 2007 est plus favorable. La demande étrangère reste forte avec une progression de 20% des exportations de biens d'équipements automobiles au 1<sup>er</sup> trimestre. Elle est en partie le résultat de l'implantation de Peugeot dans les pays d'Europe de l'Est. Le premier trimestre a,

par ailleurs, été marqué par des rythmes de production plus soutenus. La production a augmenté de 0,8% par rapport au même trimestre de l'année précédente. Par ailleurs, celle de 308 a commencé au deuxième trimestre en prévision de son lancement en septembre. Les rythmes de production devraient ainsi continuer à s'accélérer tout au long de l'année.

Selon les industriels, l'activité dans les industries de biens intermédiaires progresse. L'amélioration dans les autres secteurs d'activité a soutenu la demande intérieure, tandis que la demande étrangère reste bien orientée. Les rythmes de production accélèrent légèrement dans la plasturgie et plus nettement dans la transformation des métaux. Les industriels sont plus

### Net rebond de l'activité dans l'industrie



## Céréales : vive progression des surfaces ensemencées

	2007	2006	Évolution 2007/2006
Blé tendre d'hiver	66410	59700	+11,2
Seigle	1800	1300	+38,5
Orge et escourgeon d'hiver	29700	30700	-3,3
Avoine d'hiver	650	650	0,0
Triticale	8100	7000	+15,7
Colza d'hiver	26140	25200	+3,7

Unité : superficie en ha

Source : SCEES - situation mensuelle

optimistes pour les prochains mois.

Les industries de biens de consommation sont restées en retrait des autres secteurs. Les difficultés restent importantes dans les équipements du foyer et les conséquences du rachat de Smoby par MGA Entertainment sur l'emploi ne sont pas complètement éclaircies. Dans les industries de biens de consommation, les industriels se montrent néanmoins plus confiants quant à leur activité au deuxième trimestre.

L'activité dans les industries agroalimentaires est en forte croissance au premier trimestre, aussi bien dans la filière viande que dans le lait. La production de fromage AOC est répartie à la hausse en ce début d'année. La campagne 2006-2007 se termine par une progression de 7% de la production de Mont d'Or. Celle de comté a progressé

**Le prix du lait à la hausse pour la première fois depuis quatre ans**

de 2% au premier trimestre. La demande est bien orientée et les

perspectives restent favorables.

Le premier trimestre marque la fin de la campagne laitière 2006-2007. Les livraisons de lait par les éleveurs francs-comtois sont restées stables à 10,7 millions d'hectolitres. Le prix moyen payé aux producteurs pour du lait standard, toutes qualités confondues, s'établit à 28,73 euros/hectolitre, en hausse de 0,8% par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2006. C'est la première fois depuis le 4<sup>e</sup> trimestre 2003 que le prix du lait augmente à un an d'intervalle. Cette hausse devrait

par ailleurs connaître une accélération au second semestre de l'année, en raison de la flambée actuelle des prix du

beurre et de la poudre 0%.

Après une vive progression au cours des trois premiers trimestres de 2006, les cours de la vache de réforme sont en recul en ce début 2007 et ce pour le deuxième trimestre consécutif. Le repli est cependant moins accentué qu'à la fin de l'année dernière.

En raison d'un hiver clément, le développement des cultures d'hiver a été en avance d'une quinzaine de jours. La hausse des cours des céréales a entraîné une forte augmentation des surfaces ensemencées. En ce qui concerne le maïs, celui semé en avril a souffert des conditions sèches et le développement est très hétérogène. En revanche, les parcelles semées en mai ont

## L'influence des aléas climatiques sur l'activité des travaux publics

Le secteur de la construction, qui concerne, au niveau national, pour les trois quarts le bâtiment et pour le quart restant les travaux publics, est soumis aux aléas climatiques. En particulier, l'activité devrait y être freinée en hiver lorsque les températures sont froides, en raison d'un avancement plus difficile des chantiers.

Si on n'observe pas d'effet significatif du climat sur les mises en chantier de logements et de bâtiments, il n'en est pas de même dans les travaux publics. Dans ce secteur, la production telle qu'elle est estimée à partir des données de l'enquête de conjoncture sur le marché intérieur de la fédération nationale des travaux publics (FNTP), montre une sensibilité du secteur aux aléas climatiques : durant les mois d'hiver, des températures supérieures d'un degré aux normales saisonnières induisent une hausse de l'activité dans ce secteur d'environ un demi-point.

Disposant pour ce secteur d'informations supplémentaires sur l'effet des intempéries, une analyse plus précise a pu être menée. L'enquête mensuelle de la FNTP interroge en effet depuis 1989 un échantillon de 2 400 entreprises du secteur des travaux publics au sein d'une population de 8 100 entreprises, notamment sur les heures chômées en raison des intempéries, les heures travaillées totales et le montant des travaux effectivement réalisés. En hiver (période allant de novembre à mars), les températures contraignent sensiblement l'activité dans les travaux publics : une augmentation moyenne d'un degré est associée à une diminution de 20 % des heures chômées en raison des intempéries. Durant cette saison, le nombre de jours de précipitations exerce aussi une influence : un jour de précipitation en plus augmente de 5 % le nombre d'heures chômées. L'impact est toutefois trois fois moins important qu'en été (de juin à août). Quant à l'influence des températures sur les heures chômées, elle n'est pas significative en été.

D'après la note de conjoncture de juin 2007

connu un développement plus satisfaisant. Néanmoins, les importants volumes de précipitation enregistrés depuis le mois de mai laissent planer des inquiétudes sur certaines récoltes. C'est en particulier le cas pour la vigne où les conditions sont propices au développement du mildiou. Les cours des céréales ont baissé au cours du premier trimestre, après la forte hausse enregistrée dans la deuxième partie de 2006. Ils restent néanmoins très nettement supérieurs à leur niveau de début 2006 (+22% pour le prix moyen d'apport du blé). Dès avril, les cours sont repartis à la hausse en raison de la révision à la baisse des prévisions de récoltes mondiales, notamment des pays de la mer

Noire, suite à des aléas climatiques défavorables. De plus, la campagne 2007/2008 débute avec des stocks très bas, ce qui devrait entraîner une nouvelle hausse des cours dans les mois à venir. Dans le bâtiment, 6 863 logements ont été mis en chantiers de juin 2006 à mai 2007, en baisse de 8,7% sur un an. Ce recul atteint 4,2% dans la construction pavillonnaire et 18,2% dans celle d'appartements. La phase de consolidation amorcée au début de 2006 se poursuit. Néanmoins, la baisse du nombre de logements mis en chantier tend à se réduire. Au sein des départements comtois, la Haute-Saône (+22,3%) et le Jura (+4,9%) en-

### Tassement de l'activité dans le bâtiment

registrent même une progression de l'activité, aussi bien dans la construction individuelle que dans celle d'appartements. L'essentiel de la diminution des mises en chantiers se concentre dans le Doubs (-25,6%). Il concerne aussi bien le pavillonnaire que le collectif. Ce nouveau recul des mises en chantier dans la région marque un décrochage avec les autorisations de construire qui progressent de 2,6% en glissement annuel à 9 482 unités à la fin mai. Cette croissance concerne quasi exclusivement la construction pavillonnaire (+4,1%), montrant ainsi une appétence toujours marquée des Francs-Comtois pour la

maison individuelle. C'est dans le Doubs que les autorisations augmentent le plus fortement (+8,0%), alors que le Jura enregistre un repli de 6,3% du nombre de permis de construire acceptés.

949 000 m<sup>2</sup> de bâtiments à usage professionnel ont été mis en chantier de juin 2006 à mai 2007, en hausse de 7,4% en un an. Seul le secteur industriel reste à l'écart du rebond de l'investissement en bâtiment

des entreprises. Les mises en chantiers devraient rester bien orientées puisque 1 036 000 m<sup>2</sup> ont été autorisés (+1,1% sur un an) au cours de la période. Les travaux de la Ligne Grande Vitesse assu-

## Bâtiment : un recul des mises en chantier essentiellement concentré dans le Doubs

	Logements commencés de juin 2006 à mai 2007					
	Individuels		Collectifs		Ensemble	
	Nombre de logements mis en chantier	Évolution 12 mois (%)	Nombre de logements mis en chantier	Évolution 12 mois (%)	Nombre de logements mis en chantier	Évolution 12 mois (%)
Doubs	1886	- 18,7	983	- 35,9	2869	- 25,6
Jura	1287	+5,1	401	+4,2	1688	+4,9
Haute-Saône	1256	+16,7	306	+52,2	1562	+22,3
Territoire de Belfort	456	- 4,8	288	- 3,4	744	- 4,2
<b>Franche-Comté</b>	<b>4885</b>	<b>- 4,2</b>	<b>1978</b>	<b>- 18,2</b>	<b>6863</b>	<b>- 8,7</b>

Source : Direction régionale de l'équipement - SITADEL

## Bâtiment : des autorisations de construire qui progressent dans le secteur pavillonnaire

	Logements autorisés de juin 2006 à mai 2007					
	Individuels		Collectifs		Ensemble	
	Nombre de logements mis en chantier	Évolution 12 mois (%)	Nombre de logements mis en chantier	Évolution 12 mois (%)	Nombre de logements mis en chantier	Évolution 12 mois (%)
Doubs	2647	+4,7	1979	+12,8	4626	+8,0
Jura	1491	+2,3	595	- 22,6	2086	- 6,3
Haute-Saône	1361	+7,8	294	- 23,6	1655	+0,5
Territoire de Belfort	548	- 2,8	567	+8,4	1115	+2,6
<b>Franche-Comté</b>	<b>6047</b>	<b>+4,1</b>	<b>3435</b>	<b>+0,1</b>	<b>9482</b>	<b>+2,6</b>

Source : Direction régionale de l'équipement - SITADEL

## Créations d'entreprises : un concept qui a changé en 2007

Dans l'Année économique et sociale 2006, le nombre de créations d'entreprises diminuait de 2,3% en 2006. La courbe présentée dans cette publication montre à l'inverse une croissance des créations d'entreprises en 2006 (+2,7%). Cette incohérence s'explique par une évolution du champ des créations d'entreprises qui a eu lieu, en 2007, afin d'harmoniser les statistiques européennes.

Une création d'entreprise au sens d'Eurostat correspond à l'apparition d'une unité légale exploitante n'ayant pas de prédécesseur. Ce concept de création se base sur la mise en oeuvre de nouveaux moyens de production. Par rapport aux immatriculations dans Sirene, on retiendra comme création :

- les créations d'entreprises correspondant à la création de nouveaux moyens de production (il y a nouvelle immatriculation dans Sirene) ;
- les cas où l'entrepreneur (il s'agit en général d'un entrepreneur individuel) reprend une activité après une interruption de plus d'un an (il n'y a pas de nouvelle immatriculation dans Sirene mais reprise de l'ancien numéro Siren) ;
- les reprises par une nouvelle entreprise de tout ou partie des activités et moyens de production d'une autre entreprise (il y a nouvelle immatriculation dans Sirene) s'il n'y a pas continuité de l'entreprise reprise.

On considère qu'il n'y a pas continuité de l'entreprise si parmi les trois éléments suivants concernant le siège de l'entreprise, deux sont modifiés lors de la reprise : l'unité légale contrôlant l'entreprise, l'activité économique et la localisation.

Par ailleurs, le champ a été étendu à l'ensemble des activités marchandes hors agriculture.

rent un dynamisme supplémentaire à l'activité dans les travaux publics, entraînant ainsi des besoins d'embauche importants. La production de béton prêt à l'emploi est en hausse de plus de 30% au premier trimestre par rap-

### Forte croissance dans les travaux publics

port au même trimestre de 2006, ce qui place la Franche-Comté au 1<sup>er</sup> rang des régions métropolitaines selon cet indicateur. La météo, particulièrement clémente cet hiver, a bénéficié aux travaux publics. En revanche,

les nombreux jours de pluie enregistrés depuis le mois de mai ont eu un impact défavorable sur l'activité de ce secteur (cf. encadré L'influence des aléas climatiques sur l'activité dans les travaux publics). Dans le transport, les entreprises bénéficient de l'amélioration de la

conjoncture industrielle. Les plans de charge sont satisfaisants, mais des inquiétudes se font jour avec la nouvelle progression des cours des produits pétroliers, qui pourrait de nouveau

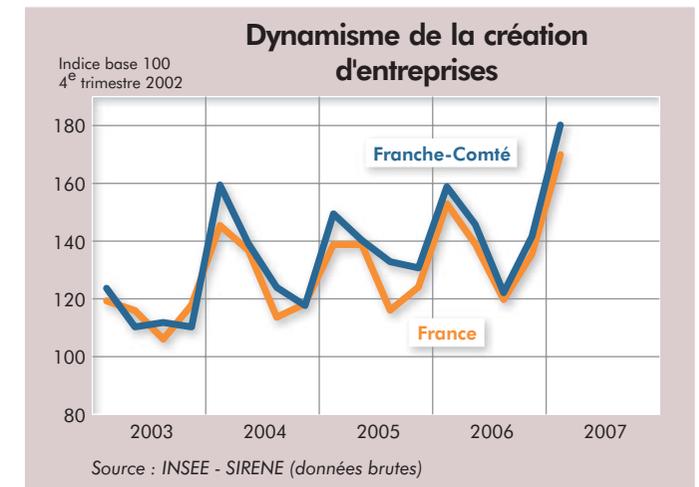
### Tourisme : un premier trimestre décevant

peser sur les marges. L'activité dans le conseil et l'assistance est restée bien orientée au premier trimestre. Les hôtels francs-comtois ont comptabilisé 399 500 nuitées au 1<sup>er</sup> trimestre 2007, en baisse de 3,6% sur un an. Au niveau national, la fréquentation a progressé de 1,7%. Dans la région, cette baisse a eu lieu essentiellement durant les vacances de février et se concentre exclusivement dans les hôtels de montagne (-12,6%) qui ont souffert d'une

absence totale de neige cet hiver. En revanche, l'hôtellerie en zone urbaine a enregistré une quasi-stabilité des nuitées vendues, tandis que ceux situés en zone rurale ont bénéficié d'une progression de 1,6% de leur fréquentation.

Le recul de la fréquentation est plus le fait de la clientèle de loisirs (-5,8%) que de la clientèle d'affaires (-2,3%). Tous les

départements enregistrent une diminution de la fréquentation touristique dans l'hôtellerie. Après un léger recul en 2006, les créations d'entreprises progressent de 13,4% à 1 173 unités au 1<sup>er</sup> trimestre 2007. Cette progression est un peu plus forte que celle observée au niveau national (+11,1%). En dehors de l'industrie où les créations d'entreprises restent stables, tous les autres secteurs enregist-



trent une croissance de plus de 12% du nombre de créations d'entreprises. L'augmentation des créations d'entreprises est forte dans les quatre départements francs-comtois. Les procédures de défaillances publiées par les tribunaux de commerce de la région sont en hausse de près d'un tiers dans la région. Elles concernent 205 entreprises au 1<sup>er</sup> trimestre. Seules les défaillan-

### Forte hausse des défaillances

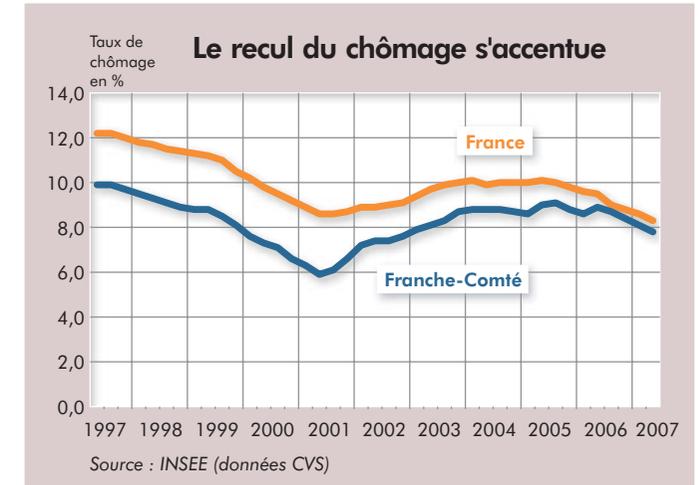
ces d'entreprises commerciales diminuent. Au niveau national, la hausse des défaillances est plus modérée (+1,6%). L'année 2006 avait marqué un coup d'arrêt au recul des immatriculations de véhicules neufs qui avait été continu depuis 2001, avec une croissance de 0,7% par rapport à 2005. Cette amélioration se confirme dans

### Rebond des immatriculations

les premiers mois de 2007. Ainsi, les immatriculations sont en hausse de 13,2% au cours des cinq premiers mois de l'année. Comme en 2006, cette progression se concentre exclusivement dans le Doubs qui enregistre une progression de 29% des immatriculations sur cette période. Dans les autres départements, les immatriculations sont en léger repli. Au niveau national, ces dernières reculent de 2,4%. L'arrivée de la 308 en septembre devrait de plus dynamiser les ventes. Cette augmentation des immatriculations bénéficie exclusivement aux véhicules diesel (+18%). Les marques françaises, fortement spécialisées dans ce type de motorisation regagnent 1,5

point de parts de marché à 71,9%. Au niveau national, les marques françaises représentent 53,0% des immatriculations. Au 4<sup>e</sup> trimestre 2006, 13 700 intérimaires en équivalents temps plein ont travaillé dans les entreprises de la région, en hausse de 1,0% par rapport au même trimestre de l'année précédente. Le recours à l'intérim augmente fortement dans le commerce (+12%) et la construction (+11%). Une partie des besoins enregistrés dans les travaux publics ont ainsi été couverts par le recours à l'intérim. Le dynamisme de l'intérim dans les industries de biens d'équipements ne se dément pas (+33% en

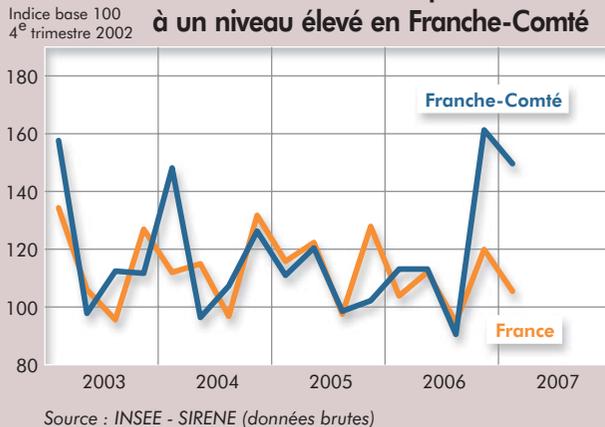
### Légère hausse du nombre d'intérimaires au 4<sup>e</sup> trimestre 2006



un an), afin de répondre dans les temps à la demande. Dans l'ensemble de l'industrie, le repli du nombre d'intérimaires ralentit avec une diminution de 2,9% entre le quatrième trimestre 2006 et le quatrième trimestre 2005 contre une baisse de 12,8% un an auparavant. Fin mars 2007, l'emploi salarié privé (hors

agriculture, intérim et énergie) est en hausse de 0,4% sur un an au niveau régional. Les pertes d'emplois industriels sont moins fortes (-2,3% sur un an après -3,8% un an auparavant). Le dynamisme de la construction (+3,2%) est soutenu par la croissance de l'emploi dans les travaux publics. Dans le tertiaire, la croissance de l'emploi s'accélère au premier trimestre de l'année.

### Les défaillances d'entreprises restent à un niveau élevé en Franche-Comté



Elle atteint 1,8% sur un an. Toutes activités confondues, les effectifs salariés progressent de 0,7% dans le Doubs et de 0,3% dans le Jura et le Territoire de Belfort. Seule la Haute-Saône enregistre un léger repli de ses effectifs salariés (-0,2% sur un an). Cette progression de l'emploi associée à un probable ralentissement de la progression de la population active se traduit par un net recul du chômage. Le nombre de demandeurs d'emploi de ca-

tégorie 1 (demandeurs d'emploi immédiatement disponibles et recherchant un CDI à temps plein), qui constitue le baromètre officiel du chômage, diminue de 13,7% sur un an à la fin mai 2007 pour atteindre 31 600 personnes en Franche-Comté. Ce recul est un peu plus élevé qu'au niveau national (-10,4%). Plus de la moitié des demandeurs d'emploi sont des femmes dans les départements les plus ruraux (Jura et Haute-Saône), alors

que cette proportion tombe à 46,4% dans le Territoire de Belfort. La Haute-Saône se distingue également par une proportion de moins de 25 ans (19,8%) supérieure de 2,4 points à la moyenne régionale. 28,2% des demandeurs d'emploi de catégorie 1 sont au chômage depuis plus d'un an, proportion proche de la moyenne française. Le Jura reste le département comtois où la proportion de chômeurs de longue durée au sein de la population active

est la plus faible (22,8%), alors que cette proportion atteint 33,7% en Haute-Saône.

**Un rebond de l'activité qui commence à se traduire sur le marché du travail**

Si on ajoute les demandeurs d'emploi immédiatement disponibles et à la recherche d'un travail temporaire, d'un CDD ou d'un travail à temps partiel (catégories 2 et 3), le recul du nombre de demandeurs d'emploi atteint 12,1% dans la région, contre une baisse de 11,6% au niveau national. Au total, on compte 45 900 demandeurs d'emploi, en Franche-Comté, appartenant à une de ces trois catégories. Le nombre de deman-

deurs d'emploi non immédiatement disponibles (catégories 6, 7 et 8), recule de 7,5% dans la région, soit un rythme deux fois supérieur au niveau national.

Fin mars 2007, le taux de chômage régional au sens du BIT s'établit à 7,8%, en baisse de 1,0 point sur un an. Au niveau national, il se replie de 1,1 point à 8,3% (2). Des investigations sont en cours pour analyser les différences observées entre les données de l'ANPE et les résultats de l'enquête emploi.

Patrice Perron et Catherine Perrin

(1) Le déficit du commerce extérieur français est en grande partie lié aux importations d'hydrocarbures. Trois régions (Haute-Normandie, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Île-de-France) concentrent les deux tiers de ces importations.

(2) Ces chiffres sont néanmoins à prendre avec précaution. Le recalage réalisé habituellement par l'INSEE en mars, à partir des résultats de l'enquête emploi n'a pas eu lieu, mais a été repoussé à l'automne.

www.insee.fr  
insee-contact@insee.fr  
0 825 889 452 (0,15€/mn)

**INSEE** Franche-Comté « le Major »  
83, rue de Dole - BP 1997  
25020 BESANÇON Cedex  
Tél : 03 81 41 61 61  
Fax : 03 81 41 61 99  
**Directeur de la publication :**  
Didier Blaizeau  
**Rédacteur en chef :**  
Patrice Perron  
**Mise en page :** Maurice Bogue, Yves Naulin

© INSEE 2007 - dépôt légal : Juillet 2007

## Demandeurs d'emploi : un repli plus fort en Franche-Comté qu'au niveau national

	Demandeurs d'emploi		Part dans les demandeurs d'emploi (%)			
	Nombre total au 31/05/2007	Évolution sur 1 an (%)	Femmes	Moins de 25 ans	50 ans et plus	Ancienneté supérieure à 1 an
Doubs	14 727	- 14,7	49,2	16,7	15,2	28,1
Jura	5 568	- 11,6	52,4	16,9	16,9	22,8
Haute-Saône	6 178	- 13,5	51,1	19,8	16,7	28,7
Territoire de Belfort	5 139	- 13,5	46,4	16,8	16,8	33,7
<b>Franche-Comté</b>	<b>31 612</b>	<b>- 13,7</b>	<b>49,7</b>	<b>17,4</b>	<b>16,1</b>	<b>28,2</b>
<b>France</b>	<b>1 880 651</b>	<b>- 10,4</b>	<b>48,6</b>	<b>15,9</b>	<b>15,7</b>	<b>28,4</b>

Source : ANPE

Champ : DEFM de catégorie 1 (données brutes)